Bedeutung einer Löschung der bestehenden Eintragungen als Mitglieder der aufgelösten Gesellschaft hat. Damit stimmt überein, wenn Art. 564 Abs. 3 des Obligationenrechtes erklärt, der einzelne Gesellschafter könne mit der Auflösung der Gesellschaft, d. h. bereits mit ihr und nicht erst mit erfolgter Liquidation für die Gesellschaftsschulden belangt werden: Räumt der Gesetzgeber dem Gläubiger schon von der Gesellschaftsauflösung an die Möglichkeit betriebsweiser Geltendmachung seiner Forderung ein, so will er offenbar auch die sechsmonatliche Frist des Art. 40 SchRG, innert welcher er ihm die Möglichkeit der Konkursbetriebsung gewährt, bereits von da an laufen lassen.

Das gefagte führt zur Gutheißung des Rekurses, da vorliegenden Falles die genannte Frist bei Anhebung der angefochtenen Konkursbetriebsungen feststehendermaßen schon längst abgelaufen war.

Demnach hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer erkannt:

Der Recurs wird begründet erklärt und es werden damit die angefochtenen Konkursbetriebsungen aufgehoben.

120. Arrêt du 3 octobre 1905, dans la cause
Falconnier et consorts.

Plainte pour **déni de justice**, Art. 17, al. 3 LP. — Droit de plainte contre l'Office délégué. — Conditions que présuppose la saisie de tout **objet matériel**. — Saisie de **titres et créances**. Art. 98, al. 1, Art. 99 LP.

A. Le 24 mars 1905, ensuite d'ordonnance rendue par le Juge de paix d'Aubonne, à la requête de Edouard Rosset, à Montherod, Alfred Rochat, à Trévelin, Louisa Kohly et Elise Bartré, à Aubonne, l'office des poursuites d'Aubonne déclara frapper de séquestre, au préjudice de Charles-Marc-Auguste Bartré, au même lieu, « les titres et valeurs suivants, prove-
» nant de la succession de D^{lle} Pauline Bartré, décédée à

» Genève, le 3 mai 1904, et attribués au débiteur selon
» partage dressé par M^e Cherbuliez, notaire, le 22 mars
» 1905, titres et valeurs que M^e C. Vuille, avocat à Genève,
» doit détenir comme mandataire du débiteur: 1° un certi-
» ficat de dépôt à la Banque cantonale vaudoise, série 3,
» N° 2477, jouissance 21 décembre 1903, 2000 fr.; 2° un
» dit, série 5, N° 365, jouissance 1^{er} octobre 1903, 1000 fr.;
» 3° une valeur en espèces de 1830 fr. »

Le procès-verbal de séquestre porte en outre cette mention: « Avisé de ce séquestre M^e C. Vuille, avocat, Corra-
» terie 22, à Genève, en l'invitant à faire parvenir à l'office
» titres et valeurs séquestrés. — Avisé également la Banque
» cantonale vaudoise, soit son Directeur, à Lausanne, selon
» l'article 99 LP, ce 24 mars 1905. »

B. Le même jour, 24 mars 1905, le même office notifia au débiteur Ch.-M.-A. Bartré trois commandements de payer, l'un au nom de Edouard Rosset, de 1230 fr. 50 en capital, plus 307 fr. 50 d'intérêts au 1^{er} janvier 1892, poursuite N° 794, — l'autre au nom de Alfred Rochat, de 1151 fr. 30 en capital, plus 287 fr. 75 d'intérêts au 1^{er} janvier 1892, poursuite N° 795, — le troisième au nom de dames Louisa Kohly et Elise Bartré, comme héritières de leur père Jules Bartré, de 861 fr. en capital, plus 215 fr. 25 d'intérêts au 1^{er} janvier 1892.

Requis de continuer ces trois poursuites, l'office des poursuites d'Aubonne dressa, le 15 avril 1905, le procès-verbal de saisie ci-après: « Pas de biens mobiliers saisissables à ce
» for; mais le débiteur possède des titres et valeurs en mains
» de M^e Vuille, avocat, à Genève, titres qui font l'objet d'un
» séquestre à l'instance des créanciers d'autre part. — En
» conséquence, l'office a requis de l'office des poursuites de
» Genève la mainmise sous saisie des titres et valeurs se
» trouvant en mains de M^e Vuille et appartenant au débi-
» teur. »

C. Ensuite de cette délégation de l'office d'Aubonne à celui de Genève, ce dernier déclara, le même jour, 15 avril 1905, saisir en mains de M^e Vuille les titres et valeurs pré-

rappelés. Le procès-verbal porte en outre la mention suivante : « 3 avis de saisie ont été remis ce jour, 15 avril 1905, » à M^e Dunant, avocat, associé de M^e Vuille, lequel déclare » que ce dernier est actuellement en Algérie et qu'il ne sera » de retour qu'à fin avril 1905. Il ne peut par conséquent » pas faire de déclaration ni remettre les titres et valeurs » dont la saisie est demandée. »

D. Ensuite de réquisition de vente de la part des deux créanciers Rosset et Rochat, l'office des poursuites d'Aubonne adressa à son tour à l'office des poursuites de Genève, le 23 mai 1905, une réquisition de vente portant cette invitation : « Prière de prendre possession des titres et valeurs saisis » en mains de M. l'avocat Vuille, à Genève, et me les » adresser ensuite. »

E. L'office de Genève ayant invité M^e Vuille à lui remettre ces titres et valeurs, M^e Vuille lui écrivit, le 3 juin 1905, la lettre ci-après que l'office de Genève communiqua à celui d'Aubonne le 5 : « 1° Je n'ai en mains aucun titre appartenant à Charles Bartré. 2. Je n'ai pas davantage de fonds à lui appartenant, car j'ai comme d'habitude versé les fonds encaissés par moi à mon étude » (— étude Vuille, Stouvenel et Dunant, remarquait l'office de Genève dans sa communication à l'office d'Aubonne —), « qui est en compte » avec Charles Bartré et lui redoit effectivement une certaine somme dont elle ne se dessaisira que lorsqu'une saisie régulière aura été pratiquée entre ses mains. »

F. Les créanciers Rosset et Rochat ayant de rechef, par lettre du 16 juin 1905, demandé à l'office d'Aubonne de prendre sous sa garde ou de placer sous celle de l'office de Genève les biens saisis contre Ch.-M.-A. Bartré, l'office d'Aubonne adressa à cet effet à l'office de Genève, le 17 juin, une recharge, ensuite de laquelle l'office de Genève dressa, le 28 juin, le procès-verbal ci-dessous :

« Le fonctionnaire soussigné s'est présenté ce jour à l'Etude de M^{es} Vuille, Stouvenel et Dunant, avocats à Genève, pour prendre possession des titres et valeurs saisis en mains de M. l'avocat Vuille, en conformité de l'art. 98,

» al. 1, 3 et 4 LP. M. Marguerat, 1^{er} clerc de l'Etude, m'a déclaré que M^e Vuille persistait dans la déclaration que ce dernier a adressée à l'office des poursuites par lettre du 3 juin courant, il confirme purement et simplement la réponse négative faite par M^e Vuille, ainsi conçue :

» a) je n'ai en mains aucun titre appartenant à Charles Bartré ;

» b) je n'ai pas davantage de fonds lui appartenant. »

G. C'est à la suite de ces faits que, par mémoire en date du 5/7 juillet 1905, Henri Falconnier et Jules Kohly, agissant comme cessionnaires des droits de Rosset et Rochat envers Bartré (poursuites 794 et 795). — et avec eux, dames Louisa Kohly et Elise Bartré, poursuite 796, — portèrent plainte contre l'office des poursuites de Genève auprès de l'Autorité cantonale genevoise de surveillance, pour déni de justice, en vertu de l'art. 17, al. 3 LP, et en concluant à ce qu'il fût enjoint au dit office :

« 1° de se faire indiquer où sont matériellement les titres et espèces en cause ;

» 2° de se les faire remettre, où qu'ils se trouvent, et quels que soient les droits que l'on prétendrait exercer sur eux ;

» 3° et de procéder à toute autre opération utile pour l'exécution intégrale de la saisie et la préparation à la vente. »

H. Par décision en date du 15 juillet 1905, l'Autorité cantonale de surveillance a écarté cette plainte comme non fondée, par les considérations suivantes : « L'office des poursuites de Genève n'a reçu ni réquisition de poursuite (art. 67 LP), ni réquisition de saisie (art. 88), de l'un ou l'autre des plaignants. — Il n'est intervenu, à tort ou à raison, dans une poursuite pour dettes opérée dans un arrondissement de poursuite d'un autre canton, qu'à la demande de l'office de cet arrondissement. — L'office des poursuites de Genève, qu'aucun des plaignants n'a requis de procéder à un acte de sa compétence, n'a pas eu à refuser l'exécution d'une opération lui incombant, ni à en retarder l'accom-

» plissement, et n'a conséquemment pas commis le déni de justice (art. 17, al. 3 LP) que lui imputent les plaignants. »

I. C'est contre cette décision que Falconnier et Kohly, aux droits de Rosset et de Rochat, et dames Kohly et Bartré, déclarent recourir au Tribunal fédéral, Chambre des Poursuites et des Faillites, en reprenant les conclusions de leur plainte du 5/7 juillet, et en s'attachant particulièrement à démontrer que celle-ci avait été bien dirigée, puisque c'était l'office de Genève, et non celui d'Aubonne, qui avait commis un déni de justice en n'exécutant que partiellement la saisie à laquelle il avait été requis de procéder et en ne prenant point les objets saisis sous sa garde conformément à l'art. 98 LP.

Statuant sur ces faits et considérant en droit:

1. Ainsi que cela résulte de l'exposé de faits ci-dessus, le seul argument que l'Autorité cantonale ait invoqué pour écarter la plainte de Falconnier et Consorts, du 5/7 juillet 1905, consiste à dire que l'office de Genève n'a pu ni refuser, ni retarder l'exécution d'aucune réquisition des recourants, puisque ceux-ci ne lui en avaient adressé aucune. Cet argument n'est évidemment pas fondé.

Il est constant, et l'Autorité cantonale ne l'a point contesté, que les recourants sont bien, par eux-mêmes ou par suite de cession, les créanciers au profit desquels l'office d'Aubonne a requis celui de Genève, d'abord de procéder à la saisie du 15 avril 1905, puis de prendre sous sa garde les titres ou valeurs saisis en mains de l'avocat Vuille. Ces réquisitions de l'office d'Aubonne à celui de Genève étaient donc faites au nom et dans l'intérêt des recourants, qui, dès lors, étaient incontestablement en droit de porter plainte contre l'office de Genève si celui-ci se refusait ou s'il tardait à suivre à ces réquisitions. D'après la jurisprudence constante du Tribunal fédéral, en effet, l'office délégant n'a pas qualité pour porter plainte contre l'office délégué, que ce soit pour déni de justice ou pour tout autre motif; si l'on refusait également de reconnaître cette qualité aux créanciers pour le compte desquels agit l'office délégant, il en résulterait que l'office dé-

légué pourrait impunément se soustraire à l'accomplissement des actes faisant l'objet des réquisitions à lui adressées, sans qu'il y eût aucune possibilité de provoquer l'intervention des autorités de surveillance pour faire cesser le refus opposé ou le retard apporté par l'office délégué à l'exécution des réquisitions de l'office délégant.

Le présent recours ne saurait donc être écarté par le moyen retenu par l'Autorité cantonale pour repousser la plainte du 5/7 juillet; et il y a lieu, par conséquent, d'en aborder l'examen au fond.

2. A cet égard, il convient de remarquer en première ligne qu'en aucun cas les conclusions du recours ne sauraient être admises en leur forme et teneur, car ces conclusions, les mêmes que celles présentées devant l'Autorité cantonale, apparaissent tout à la fois comme matériellement injustifiées et irrecevables en tout cas, — comme matériellement injustifiées, car aucun office n'a à sa disposition le moyen de contraindre un tiers à lui indiquer où se trouvent tels ou tels biens saisis lorsque le tiers déclare ne pas avoir ces biens en sa possession, et aucun office n'est en droit de prendre possession d'objets saisis qui se trouvent ailleurs qu'en la détention de la personne en mains de laquelle la saisie avait été pratiquée, — comme irrecevables en tout cas, puisqu'elles n'ont plus le même objet que les réquisitions qui ont été adressées par l'office d'Aubonne à celui de Genève.

Il faut, en effet, ne pas oublier que l'office de Genève n'est en l'espèce que l'office délégué, et qu'en cette qualité il ne peut être tenu à procéder qu'aux actes requis de lui par l'office délégant, les créanciers poursuivants n'ayant aucun droit de réquerir de lui l'accomplissement d'actes autres que ceux faisant l'objet des réquisitions à lui adressées par l'office délégant.

Ce point posé, la tâche des Autorités de surveillance, — en l'état, du Tribunal fédéral, — doit se borner à examiner si l'office de Genève a satisfait aux réquisitions de l'office d'Aubonne, et, dans la négative, s'il y a lieu de lui enjoindre d'y satisfaire sans retard, — toutes autres ou plus amples

conclusions des recourants devant être déclarées *a priori* irrecevables pour la raison susrappelée.

3. Or les réquisitions que l'office d'Aubonne a adressées à l'office de Genève ne sont qu'au nombre de deux, l'une en date du 15 avril 1905 à fins de saisie, l'autre en date du 24 mai, renouvelée le 17 juin, tendant à ce que l'office de Genève prit sous sa garde les titres et valeurs saisis en mains de l'avocat Vuille, pour les lui remettre ensuite à lui, office d'Aubonne. La première de ces réquisitions a reçu son exécution ; c'est donc exclusivement de l'exécution de la seconde qu'il s'agit ici.

4. Pour résoudre la contestation qui s'est élevée à ce sujet, il faut tout d'abord rechercher la nature et la portée de la saisie à laquelle l'office de Genève a procédé le 15 avril. Cette saisie avait pour objet, d'une part, deux certificats de dépôts de la Banque cantonale vaudoise, l'un de 2000 fr., — l'autre de 1000 fr., et, d'autre part, « une valeur en espèces, de 1830 fr. »

5. Le dossier ne fournit aucuns renseignements sur la nature juridique des deux certificats saisis. Très vraisemblablement ceux-ci ne sont que de simples certificats constatant deux *deposita irregularia* effectués auprès de la Banque cantonale vaudoise, et ne sont donc autre chose que deux documents d'une valeur purement probatoire, constatant l'existence de deux créances envers la dite Banque. S'il en est ainsi, la saisie pratiquée en mains de M^e Vuille qui ne serait détenteur d'autre chose que de deux simples documents probatoires, à supposer même qu'il le fût, — serait nulle et de nul effet, puisque, pour être valablement faite, la saisie de ces créances ne pouvait être pratiquée qu'en conformité de l'art. 99 LP, ce qui n'a pas été le cas, car lors de la saisie du 15 avril 1905, contrairement à ce qui avait eu lieu lors du séquestre du 24 mars aucun avis n'a été adressé à la Banque cantonale vaudoise, portant que désormais celle-ci ne pourrait plus s'acquitter de ces deux créances qu'en mains de l'office.

6. Dans l'hypothèse contraire, c'est-à-dire s'il fallait admettre que les deux certificats en question constituassent

des titres proprement dits, *incorporant* le droit auquel ils se rapportent, la saisie du 15 avril n'en apparaîtrait pas moins comme irrégulière, les titres de cette nature étant, dans le domaine de la poursuite, assimilables aux objets matériels, dont la saisie ne peut être pratiquée qu'après que l'office en a dûment constaté l'existence (*Rec. off.*, éd. sp., vol. VI, N^o 82, consid. 3, p. 346). Cela découle de la nature même des choses, car l'office ne peut frapper des objets déterminés du droit de gage spécial résultant de la saisie sans avoir constaté d'abord que ces objets existent bien réellement. Si l'office ne parvient pas à trouver chez un tiers les objets qu'il pensait y trouver et qu'il présumait appartenir ou qui lui avaient été indiqués par le créancier poursuivant ou par le débiteur poursuivi comme appartenant à ce dernier, et si ce tiers conteste posséder ces objets, leur saisie devient pratiquement impossible. Ce que tout au plus, dans ces conditions, l'office pourrait saisir, ce serait le droit incorporel qu'a le débiteur sur les objets présumés se trouver en la possession du tiers, ou le droit d'obtenir de ce tiers la livraison des dits objets.

C'est la méconnaissance de ces principes qui a créé la situation actuelle. Lors de la saisie du 15 avril, l'office de Genève puisqu'il n'avait pu, ni ne pouvait constater l'existence des deux certificats de dépôts prétendument en mains de l'avocat Vuille, se trouvait dans l'impossibilité de saisir ces certificats directement ; tout au plus pouvait-il saisir le droit incorporel du débiteur sur ces certificats qui, suivant les indications de l'office délégrant, étaient bien en mains de l'avocat Vuille. En tout cas, après la déclaration de l'avocat Vuille du 3 juin, suivant laquelle celui-ci ne possédait pas les certificats en question, l'office de Genève eût dû rectifier dans le sens ci-dessus, d'une saisie sur un droit incorporel, la saisie du 15 avril 1905, puisque celle-ci ne pouvait porter sur une chose matérielle dont l'existence n'avait pu être encore constatée.

Dans l'état actuel des choses, il est impossible d'enjoindre à l'office de Genève de prendre possession des deux certificats dont s'agit ; cette injonction équivaldrait à condamner

l'avocat Vuille à remettre à l'office deux certificats dont il conteste être possesseur et par conséquent à trancher contre lui une question de droit matériel, qui est du ressort exclusif du juge. Dans l'état actuel des choses, l'office de Genève ne pouvait donc donner d'autre suite à la réquisition de l'office d'Aubonne du 24 mai, renouvelée le 17 juin, — c'est-à-dire ne pouvait que se borner à donner acte de la déclaration du tiers-saisi aux termes de laquelle ce dernier affirmait n'avoir pas en sa possession les objets indiqués par l'office d'Aubonne comme devant s'y trouver.

7. Les mêmes considérations conduisent à écarter également le recours en ce qui concerne la « valeur en espèces de 1830 fr. », prétendument saisie le 15 avril, car ici encore, l'office de Genève n'eût pu saisir des *espèces*, conformément à l'art. 98, al. 1 LP, qu'après en avoir constaté l'existence, constatation qu'il n'a pas faite, ni n'eût pu faire puisque l'avocat Vuille contestait avoir en sa possession pareille somme pour le compte du débiteur. Pour procéder correctement, l'office de Genève eût dû saisir la *créance* de 1830 fr. qui, selon ce que prétendaient l'office déléguant ou les recourants, appartenait au débiteur envers l'avocat Vuille ensuite de la détention par celui-ci pour le compte de celui-là d'une somme de même montant. Ensuite de la contestation du tiers-saisi sur la réalité de cette créance, la saisie se serait trouvée avoir pour objet une prétention litigieuse, mais il va de soi que cette simple saisie d'une prétention de cette nature ne saurait autoriser l'office à exiger du tiers la remise d'une somme que celui-ci conteste devoir au débiteur saisi. — L'existence d'une créance pareillement contestée ne peut être reconnue que par le Juge, et tant que cette reconnaissance n'est pas intervenue, l'office est dans l'impossibilité juridique et matérielle d'encaisser cette créance.

Par ces motifs,

La Chambre des Poursuites et des Faillites
prononce :

Le recours est écarté.

121. **Entscheid vom 10. Oktober 1905 in Sachen Bayer-Kubli.**

Lohnpfändung, Art. 93 SchKG. Stellung des Bundesgerichts; Unzulässigkeit neuer Beweismittel. — Amtliche Verwahrung der gepfändeten beweglichen Sachen. Art. 98 Abs. 3 SchKG. Steht der Gewahrsam dem Pfändungsschuldner zu, so kann ein Drittan- sprecher gegen die Verwahrung nicht Beschwerde führen.

Infolge Begehrens des J. Weber, Rechtsagenten in Zürich V als betreibenden Gläubigers nahm das Betreibungsamt Luzern am 2. Januar 1905 gegen den heutigen Rekurrenten J. M. Bayer-Kubli eine Pfändung vor. Dieselbe erstreckte sich hauptsächlich auf zahlreiche, meistens von der Ehefrau des Pfändungsschuldners zu Eigentum angesprochene Haushaltsgegenstände und auf eine Quote von 50 Fr. monatlich während Jahresdauer des Einkommens, welches Rekurrent als Reisender der Weinhandlung Ferdinand Steiner in Winterthur bezieht. Gegen die fragliche Pfändung bzw. das betreffende Verfahren wurde in verschiedener Beziehung sowohl vom Gläubiger als vom Schuldner Beschwerde geführt. Unerledigt ist zur Zeit nur noch die Beschwerde des Schuldners und zwar insofern, als er in seinem nunmehrigen Rekurse an das Bundesgericht, der sich gegen einen in Sachen ergangenen Entscheid der obern luzernischen Aufsichtsbehörde vom 16. Juni 1905 richtet, die Begehren stellt: 1. es sei die genannte Lohnpfändung aufzuheben; 2. es habe, in Aufhebung der gegenteiligen Anordnung des Vorentscheides, keine amtliche Verwahrung der gepfändeten Mobilien stattzufinden. In tatsächlicher Hinsicht ist über diese beiden noch streitigen Punkte des näheren zu bemerken:

1. In Betreff der Lohnpfändung enthält der Entscheid der untern Instanz folgende von der obern kantonalen Aufsichtsbehörde als richtig acceptierte Ausführungen: Die Familie des Rekurrenten bestehe aus den beiden Ehegatten und einem Töchterchen, das sich gegenwärtig in der französischen Schweiz in Pension befinde. Von seiner Firma beziehe der Rekurrent 130 Fr. monatlich als Fixum und eine Umsatzprovision von 1 %, sofern der Jahresumsatz 50,000 Fr. erreiche. Letzteres sei der Fall, indem man anzunehmen habe, daß Rekurrent während durchschnittlich 20 Reisetagen im